

Face à l'Europe

Entretien avec Son Excellence Gotcha JAVAKHISHVILI, Ambassadeur de Géorgie en France

☆ EUROPE
☆ INFO
☆ HEBDO

La guerre en Ukraine semble avoir accéléré la candidature de la Géorgie à l'Union européenne. A trois mois du prochain Conseil européen, qui statuera sur cette question, quel est votre ressenti, « face à l'Europe » ?

Nous nous trouvons devant un tournant de l'histoire de la Géorgie. Il s'agit de faire entendre la voix d'une nation européenne et enthousiaste, très inquiète des perspectives si sa candidature n'était pas approuvée. Mon appel, c'est d'être sage ! Les Européens auront à prendre une décision politique sage, tout en prenant en considération le poids de l'histoire ex-soviétique, un présent fragile et l'avenir incertain de notre région. Je souhaite que l'Union européenne prenne une décision politique avec la sagesse qui lui est propre, comme elle l'avait fait pour la Grèce et pour l'Espagne et le Portugal à l'époque. A ce moment, ces pays n'avaient pas non plus tous les critères qui correspondaient à l'adhésion. Mais les Européens étaient des visionnaires et ainsi ils ont renforcé la communauté européenne.

“La Géorgie a besoin de l'Europe autant que l'Europe a besoin de la Géorgie”

Il ne faut pas que la Géorgie fasse peur à l'Europe, avec ses 3,7 millions d'habitants. C'est un pays fier de son passé, de sa culture, de sa culture européenne. En Géorgie, la question ne se pose même pas : nous sommes un pays européen, de culture européenne ! Et un peuple francophone.

Le message que j'aimerais faire passer aux 27, c'est de ne pas oublier que la Géorgie est un des toits de la forteresse européenne d'une part, et que la Géorgie a besoin de l'Europe autant que l'Europe a besoin de la Géorgie. Nous avons montré que nous pouvons être un partenaire fiable, non seulement demandeur de sécurité mais aussi contributeur à la sécurité européenne.



Votre pays entretient des liens historiques particuliers avec la Russie. Comment abordez-vous cette spécificité ?

C'est inévitable de parler de la Russie. Elle est liée à tout ce qui se passe non seulement dans notre région mais dans l'Europe tout entière voire dans le monde entier. La guerre en Ukraine nous a dévoilé les ambitions de la Russie y compris sur le continent africain. C'est pour ça que j'aimerais que les 27 aient à l'esprit qu'avec leur décision, ils envoient un signal à la Russie. C'est aussi ce que recherche Moscou en ce moment : déstabiliser politiquement et économiquement la Géorgie pour dissuader l'Union européenne. Les 27 peuvent-ils abandonner à l'influence russe une nation européenne, qui est le berceau de la civilisation chrétienne ? Un État qui remplit les critères pour appartenir à l'espace européen, où se croisent l'influence de la culture gréco-romaine, la religion chrétienne, les traditions démocratiques ? Bien sûr nous sommes lucides : le statut de candidat n'est pas l'adhésion. C'est un gage, et en même temps une exigence plus forte pour se conformer aux standards européens.

"Le manque de débat provoque l'incompréhension."

Du point de vue technique, la Géorgie est un bon candidat à l'Union mais on nous reproche la polarisation de la société et nous recommande la « déoligarchisation ».

Face à l'Europe

Entretien avec Son Excellence Gotcha JAVAKHISHVILI, Ambassadeur de Géorgie en France

EUROPE
INFO
HEBDO

Mais sur ces deux sujets, je ne suis pas sûr que les pays européens eux-mêmes soient immunisés, sait-on où passent les lignes rouges pour la polarisation des partis politiques ? Il y a beaucoup de discussions sur la définition de l'oligarchie aussi. C'est parfois ressenti comme quelque chose d'un peu injuste. Après tout, nous avons combattu efficacement la corruption, nous sommes en première place mondiale pour la transparence du budget, et le pays est reconnu comme un espace le plus dynamique pour la création d'entreprises.

A propos de cette fameuse loi « sur les financements des agents étrangers » : si la transparence dans les financements est a priori un principe de l'État de droit démocratique, pourquoi cette loi a autant posé problème ?

C'est un peu confus, même pour moi. Cette loi était une proposition d'un groupe de parlementaires. Avant son adoption définitive, le projet de loi serait passé par le Conseil de l'Europe, la Commission de Venise. Ses imperfections auraient été corrigées... L'idée c'était que l'État connaisse l'origine des financements – pas uniquement de la société civile, les ONG. Il peut y avoir aussi des écoles coraniques qui reçoivent des financements étrangers, ainsi que des particuliers ou des partis politiques financés par la Russie. Les enjeux et les portées de ce projet de loi n'ayant pas été bien expliquées, il y a eu un coup de communication pour présenter cette loi comme dictée par la Russie. Alors que dès qu'il s'agit de l'ingérence ou même de l'influence russe, tout le monde y est sensible. Une majorité de la population a alors craint que cette loi soit liberticide pour la société civile et la santé de la démocratie géorgienne.

"Nous sommes de bons élèves"

J'avoue en tant que diplomate que même dans sa formulation, ce projet de loi était quelque peu maladroit et mal réfléchi.

Le mot même « agent » a par exemple provoqué l'indignation car il suggérait qu'on demande de se faire reconnaître comme un agent d'une organisation internationale si plus de 20% de financement provenait de l'étranger. Avec cette réaction, cette loi ne paraissait pas bienvenue pour prendre le chemin de l'intégration européenne. Elle a donc été abandonnée. Il faut cependant impérativement réfléchir aux moyens pour l'État de contrôler les flux financiers qui arrivent dans le pays et l'influence qu'ils commandent.

A l'avenir, il faudra penser à faire expertiser ce genre de projet par des experts européens car nous avons cette obligation dans le cas de l'harmonisation de notre législation avec les standards européens.

“Nous sommes lucides : le statut de candidat n'est pas l'adhésion. C'est un gage.”

On a pu penser que cette loi est pro-russe parce que la Russie avait utilisé une telle loi contre ses ONG qui critiquent le gouvernement. Pour ma part, je préfère déplorer l'abus de liberté de la part des médias plutôt que de les museler et leur interdire cette liberté. Je veux que la démocratie de mon pays soit en bonne santé et une démocratie en bonne santé passe par des réformes démocratiques mais également un contrôle de la société civile mais ce contrôle doit impérativement être objectif. Au fond, c'est le manque de débat qui provoque l'incompréhension.

J'espère que la société civile de mon pays restera vigilante sur les initiatives de certains groupes politiques, parlementaires individuels ou non, car il n'est pas seulement question des partis politiques. C'est le destin de toute la nation qui est en jeu.

Quel que soit le gouvernement ou les partis politiques au pouvoir, aujourd'hui ou demain, ils seront tous obligés de se conformer à la volonté du peuple, exprimée dans la Constitution. Il faudra aussi faire avec cette volonté d'ancrage européen et euro-atlantique.

Face à l'Europe

Entretien avec Son Excellence Gotcha JAVAKHISHVILI, Ambassadeur de Géorgie en France

EUROPE
INFO
HEBDO

De fait, il est beaucoup plus compliqué de modifier la Constitution qu'un programme politique.

Parfois je me dis que nous avons le luxe en Géorgie, d'avoir un gouvernement et une opposition en compétition pour prouver qui est le plus européen. Ça me fait plaisir de voir que les gens sont dans la rue chaque fois qu'il est question d'Europe. Aucun sujet politique ne réunit autant de manifestants. A l'occasion de ce projet de loi, il y avait des dizaines de milliers de Géorgiens dans les rues pour réaffirmer la volonté ferme de cette nation de se doter d'un avenir européen.

Peut-on dire qu'en Géorgie il y a un désir d'Europe par crainte de la Russie ?

Oui. Par opposition, le mot « Russie » est un épouvantail en Géorgie car c'est la puissance à l'origine de tous nos malheurs, depuis des siècles. La Russie a toujours empêché la Géorgie de se développer indépendamment, de trouver des partenaires et des alliés et d'avoir une politique étrangère indépendante. Naturellement le Kremlin mettra toujours des bâtons dans les roues à la Géorgie qui voudra aller dans une direction qui l'éloignera de la Russie.

"Nous sommes de bons élèves"

Ce n'est peut-être pas très diplomatique ce que je dis mais la Géorgie se sent très fragilisée par sa situation actuelle. Elle doit prouver que ses aspirations sont sincères alors que le pays met toute son énergie dans cette voie de l'intégration. Si nous n'avons pas adopté les sanctions contre la Russie c'est aussi parce que nous étions conscients qu'un embargo serait sans effet sur la Russie mais pourrait être fatal à notre économie nationale. Nous sommes cependant tenus par les positions de nos partenaires européens. Nous respectons à la lettre les sanctions internationales - nous ne permettrons pas, quelle que soit l'origine des sociétés, d'utiliser le territoire géorgien, par voie maritime, aérienne ou terrestre, pour contourner les sanctions européennes.

On nous reproche d'avoir renouvelé le trafic aérien avec la Russie. Personnellement je n'en suis pas très heureux, mais comme nous ne sanctionnons pas officiellement la Russie, c'est elle qui a unilatéralement rétabli les vols, sans demander son avis à la Géorgie. Ce qui nous met dans une situation délicate. Il n'y a qu'une seule compagnie russe qui assure ces vols. Cette compagnie n'est pas sanctionnée par l'Europe. Si demain l'Europe sanctionne cette compagnie "Azimut", elle ne pourra plus assurer les vols et la Géorgie sera plus tranquille.

Cette reprise des vols ne nous profite pas du tout. La Russie veut entretenir les doutes. D'ailleurs, nous n'avons pas augmenté nos échanges commerciaux avec la Russie, contrairement à d'autres.

Ces problématiques dans la politique d'élargissement sont anciennes. Les obligations sont mutuelles, et non à sens unique. Une candidature se plaide aussi. Avez-vous rencontré les représentants des présidences du Conseil pour discuter de cela? Comment arrivez-vous à promouvoir votre candidature ?

Oui. Nous avons rédigé des documents sur l'avancement des réformes en Géorgie, sur la réalisation des 12 recommandations de la Commission européenne. Le Parlement a adapté son calendrier de travail à la réalisation de ces réformes. La réforme de la justice ne se réalise pas en un an ou deux. C'est un processus continu, mais bien engagé je trouve. Nous suivons les recommandations de la Commission de Venise, il y a des groupes de travail internes. Nous travaillons beaucoup avec la délégation européenne, en étroite coopération avec les experts de l'Union européenne... Ici à Paris, naturellement je rencontre les ambassadeurs des pays membres de l'Union européenne, je leur explique, j'essaie de les convaincre de la bonne volonté de notre gouvernement. Le Premier ministre a multiplié ses engagements ; il dit que la Géorgie doit obtenir ce statut et qu'elle y déploie toutes ses forces, tout son potentiel. Nous sommes de bons élèves.

Elise BERNARD, Paris, le 18 septembre 2023